

Economie & Développement

Bimensuel d'informations économiques et de développement

PRIX: 250 F CFA

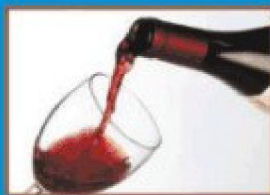
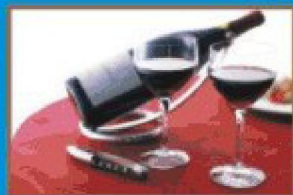


N° 30 du 4 AOÛT 2015

Le Ministre de la santé,
Prof. Moustafa MIJIYAWA
prend le pouls des réalités
des structures du CHU
Sylvanus Olympio **p.1**

**BAR
A
VINS
TABIS**

CAFE - BIERE & PRESSION - WHISKY - CHAMPAGNE



Quartier Djidjole, Rue adjacente à la Pharmacie Djidjole à 75 mètres du Siège Obuts
Tél: 90 37 79 49 / 98 58 58 48 Email: tabiscompanytogo@gmail.com

Zoom sur le Togo Emergent

ECONOMIE

La BOAD envisage
de lever 500
millions de dollars
sur les marchés
internationaux au
cours du dernier
trimestre 2015 **p.6**

INVITE DU JOURNAL

Dr PALAKINA AGODA:

« Nous avons eu à
faire face à 3000
blessés légers sur les
terrains de lutte
Evala édition 2015 »



DEVELOPPEMENT

L'EQUITY CROWDFUNDING,
un arsenal pour l'accroissement
énergétique de l'Afrique **p.5**

LA CONTRIBUTION DU POISSON DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU TOGO



Des efforts pour accroître **p.3**
la production halieutique de 4,3%

La Banque Mondiale a injecté plus de
175 milliards de FCFA au Togo en 5 ans

★ « Le Togo est le 3^e pays le plus réformateur au monde en 2015 »

LA DOSI REND LES CONDUCTEURS DES TAXI-MOTOS PLUS CITOYENS

L'Agence Lomé-commune et Golfe de la Mutuelle des conducteurs des taxi-motos (MUCTAM-TOGO) au sein de la direction de l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) a organisé une formation à l'endroit des conducteurs des taxi-motos (Zedmans) sur le thème « citoyenneté, civisme et prévention routière ». Cette formation s'inscrit dans le cadre du mois du civisme instauré par le gouvernement Togolais. A travers cette formation, les Zedmans seront outillés sur les notions de civisme, de solidarité, du respect des valeurs citoyennes et les valeurs de la prévention routière sur le code de la route.

Cette formation a pour objectif de rendre les conducteurs des taxi-motos plus patriotes afin qu'ils soient des citoyens actifs de la communauté. « Nous organisons cette formation à leur endroit pour qu'ils connaissent leurs droits et devoirs vis-à-vis de la société, comprennent l'importance de la prévention routière du code de la route afin qu'ils aient des comportements conciliants, tempérés et modérés en vue d'éviter les accidents de circulation », a indiqué APEGNOWOU Délali, chef d'agence Lomé-commune et Golfe. Cette formation vise à améliorer et accroître les résultats de la MUCTAM et de renforcer les capacités des Zedmans

affiliés. En 2012, le Togo compte 215.800 conducteurs de taxis-motos, dont 58.000 pour la seule ville de Lomé. Ces chiffres sont contenus dans une étude réalisée par le Collectif des organisations syndicales des Taxis motos du Togo (COSTT).

Le même document indique que cette activité génère une forte activité économique. Pour Lomé uniquement, cela représente 47 milliards de FCFA pour les conducteurs, 35 milliards pour les propriétaires, 2 milliards pour les garagistes, 62 milliards pour les compagnies pétrolières, 500 millions pour l'Etat au titre d'impôt et 5 milliards en achat de pièces détachées.

VISIONS SOLIDAIRES ORGANISE LA 4È ÉDITION DE LA CAMPAGNE "MIAWOEZON"

L'ONG Visions Solidaires en partenariat avec le ministère des Affaires Etrangères de la Coopération et de l'intégration Africaine a lancé à Lomé l'édition 2015 de la campagne "MIAWOEZON". Initié sur le thème « le peuple Togolais souhaite la bienvenue à tous ses frères et sœurs de la diaspora », MIAWOEZON 2015 a pour but d'informer la diaspora afin qu'elle puisse investir non pas seulement dans la consommation de ses ménages mais aussi investir pour créer des emplois et des infrastructures. Elle vise à assurer un accueil aux togolais de la diaspora de retour au Togo pour les vacances d'été. « Onze volontaires au total seront déployés à l'aéroport de Lomé et au poste de frontière d'Aflao pour distribuer des guides d'accueil aux togolais de la diaspora et les informer sur les mesures incitatives prises par le gouvernement togolais pour faciliter le retour et les investissements au Togo de la

diaspora. Cette campagne consistera aussi à organiser une caravane à travers les différentes villes du Togo pour discuter avec les délégations communales sur les actions que la diaspora peut mener pour aider au développement local de ces communautés. Dans le cadre de cette campagne, nous aurons également à entretenir la diaspora de retour sur les mesures au niveau fiscal et douanier dont ils peuvent bénéficier en investissant au Togo. Cette campagne nous coûte 15 millions de francs CFA mais, seulement 2 millions ont pu être mobilisés jusque-là », a précisé M. Samir ABI, directeur exécutif de l'ONG Visions Solidaires. Cette campagne permettra également d'accueillir les volontaires français qui, eux aussi, participent au développement du pays à travers les chantiers humanitaires. Notons que la diaspora togolaise transfère en moyenne 180 à 190 milliards par an au Togo.

LA BIDC ACCOMPAGNE LA RÉNOVATION DE L'HÔTEL DU 2 FÉVRIER AVEC 4 MILLIARDS FCFA

La Société ZPC Hospitality en charge de la rénovation et de l'exploitation de l'hôtel du 2 février à Lomé a bénéficié d'un prêt de 4 milliards de Fcfa de la Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (BIDC).

L'annonce a été faite par le président de la BIDC, Bashir

Mamman Ifo, lors de la 47ème réunion du conseil d'administration de l'institution bancaire tenue le 29 juillet dernier au siège de la banque à Lomé. L'hôtel du 2 février accueillera les participants à la conférence sur la sécurité maritime en novembre prochain au Togo et devrait rouvrir ses portes en septembre sous la marque « 2 février Radisson Blu ». On estime à 37 milliards le coût

total de la rénovation. L'hôtel du 2 février était fréquenté principalement par des hommes d'affaires, par des diplomates ou par des personnalités politiques, il est formé d'une impressionnante tour de béton de 36 étages dominant le quartier administratif et financier de Lomé. Il est divisé en 368 chambres, dont 52 suites présidentielles et autant de suites ministérielles.

COMMUNIQUE SIALO

Le comité d'organisation du Salon International de l'Agriculture et l'Agroalimentaire de Lomé (SIALO) avec l'appui de la coopération allemande à travers le Programme de Développement Rural et l'Agriculture (ProDRA) et le SEWOT de la GIZ TOGO organise la 2ème édition du concours national de théâtre dénommé « Les Théâtres Verts »

Vous êtes élève dans une école d'enseignement primaire public ou dans une école privée, organisez-vous en groupe de 5 élèves et sous la coordination de votre établissement, proposez une pièce théâtrale sur le thème : « Nutrition et Consommation de produits locaux ». Cette pièce, dont la représentation doit être faite pendant au plus 10mn, est à déposer en deux exemplaires auprès de nos radios partenaires ou au bureau de la GIZ à Sokodé et bureau GIZ-ProDRA à Tsévié.

1er prix : 250. 000F+ Attestation+ Trophée

2èmeprix : 150.000 + Attestation

3èmeprix : 100.000+ Attestation

4ème prix : 25.000+ Attestation

5ème prix : 25.000+ Attestation

NB : Date limite de dépôt des pièces: 12 Août 2015

SIALO, de la terre à la table

**Info :
22 34 96 04**

LA CONTRIBUTION DU POISSON DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU TOGO

Des efforts pour accroître la production halieutique de 4,3%

Joseph GADAH

Dans tous les ménages du territoire togolais ou presque, facile de retrouver des produits halieutiques. L'offre qu'apportent la pêche et l'aquaculture, malgré les soutiens du gouvernement, ne suffit pas pour faire face à la demande, grandissante de façon exponentielle.

La production mondiale de poisson a continué d'augmenter plus rapidement que la population mondiale. Alors que la production mondiale de la pêche en mer, de l'ordre de 80 millions de tonnes, était stable, la production mondiale de l'aquaculture établissait un nouveau record historique à plus de 90 millions de tonnes. La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2012 révèle que le secteur a produit un chiffre record de 128 millions de tonnes de poissons destinés à la consommation soit une moyenne de 18,4kg par personne assurant à plus de 4,3 milliards de personnes 15 pour cent environ de leurs apports en protéines animales. Les pêches et l'aquaculture représentent aussi une source de revenus pour 55 millions de personnes. Au niveau de la pêche

continentale, le volume des captures est de 1500 tonnes. La pisciculture d'eau douce a cru fortement pour passer de 5 tonnes en 2010 à 24 tonnes en 2014.

Au Togo, le poisson constitue la principale source de protéines animales avec les besoins estimés actuellement à plus de 80000 tonnes par an. La production halieutique actuelle estimée à 25 000 tonnes par an, dont près de 80% proviennent de la pêche artisanale maritime, ne couvre que 25% des besoins nationaux. Près de 22000 acteurs vivent directement des revenus de la pêche et le sous-secteur contribue à plus de 3,4% au PIB agricole et 1,3% au PIB national. Le potentiel halieutique annuel exploitable est de 19000 tonnes pour les pélagiques et de 800 tonnes pour les démersaux dans les eaux maritimes. Au niveau de la pêche continentale, le volume des captures est de 1500 tonnes. La pisciculture d'eau douce a cru fortement pour passer de 5 tonnes en 2010 à 24 tonnes en 2014.

Pour accroître la production halieutique de 4,3% visant à contribuer à la croissance du secteur agricole de 6% et réduire le déficit en produits halieutiques, le gouvernement a mis en place des mécanismes pour favoriser l'essor de ce secteur à travers le projet d'appui au secteur agricole

(PASA) financé par la Banque Mondiale.

Interventions dans les pêches de captures

L'accent a été mis sur la gestion durable des ressources naturelles. Ainsi des plans de gestions des pêcheries sont progressivement mis en place notamment l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion, d'un coût global de 1 901 000 000 FCFA, du lac barrage de Nangbéto où les activités socioéconomiques procurent des revenus directs à plus de 1500 acteurs de la filière poisson ; la stratégie de gestion du barrage de Koumfab (Dapaong), barrage de 400 ha qui procure des revenus directs à plus de 500 acteurs de la filière poisson et dont les frais de gérance sont d'ordre de 322 781 850 FCFA ; et le plan de gestion du Lac Togo, dont vivent près de 1200 acteurs de la filière et dont la gestion s'élève à 225 131 160 FCFA. Notons que ces plans de gestion sont déjà mis en œuvre à travers l'appui technique accordé aux professionnels du secteur.

Interventions dans la pisciculture d'eau douce

La production piscicole a également bénéficié de l'appui de l'Etat togolais. Les promoteurs de



projets de ce secteur ont été soutenus à travers des fonds compétitifs et des aides directs à hauteur de 455 027 352 FCFA. Aussi, les acteurs ont-ils tiré parti, pour le renforcement de leurs capacités et le développement de leurs activités, de formations, de fournitures d'alevins, de provendes et d'équipements piscicoles.

Perspectives au développement du sous-secteur pêche et aquaculture

Malgré les contributions et avancées, les manquements restent conséquents. Et pour arriver à satisfaire au mieux les besoins, le gouvernement togolais entend entre autres poursuivre la

mise en œuvre des plans de gestion, construire un nouveau port de pêche, ré-empoissonner les plans d'eau, mettre à la disposition des pisciculteurs 50 tonnes de provendes subventionnées et 600 000 alevins de tilapia et de clarias, mettre en place des fours améliorés au profit des femmes transformatrices et mettre en place deux unités piscicoles communautaires dans chaque région du pays. Aussi, compte-t-il mettre en œuvre, par la prise des textes d'application, la loi sur la pêche et l'aquaculture qu'il a adoptée le 30 Décembre 2014.

PREMIÈRE JOURNÉE AFRICAINE DES MERS ET DES OCÉANS CÉLÉBRÉE À ANÉHO

La journée africaine des mers et des océans instituée lors du dernier sommet des chefs d'état et de gouvernement au sommet de l'UA à Johannesburg en Afrique du Sud a vu le jour au Togo le 25 juillet. C'est également le lancement de la décennie africaine 2015-2025 des océans et des mers. L'accent est mis sur l'importance des mers et des océans dans les échanges commerciaux et sur l'importance de la protection des mers et des océans pour la promotion de l'économie. Cette première édition est placée sous le thème : « Sciences, applications, sécurité et futur des côtes, des mers et des océans en Afrique ». Les océans représentent 70% de la surface de notre planète et joue un rôle on ne peut plus important dans le climat et notre vie quotidienne. Au Togo 29 kilomètres de la côte sont objet d'une érosion côtière avec une avancée annuelle de la mer d'au moins 10 mètres. Une situation qui préoccupe le gouvernement togolais qui avec l'aide des partenaires et des populations ne ménage aucun effort pour sa protection. Les océans et surtout



Le ministre Dussey (milieu) était à Aného en tête d'une forte délégation

nos côtes doivent être protégés fin de préserver l'avenir des populations côtières. Ceci nécessite l'acquisition des équipements techniques pour permettre de mesurer la vitesse du vent des océans. En Afrique à peine une dizaine de pays disposent de ces appareils. D'ores et déjà un partenariat entre le Togo, le Ghana, le Bénin, le Nigeria et la côte d'Ivoire est envisagé pour une gestion et acquisition commune de pareils appareils. On déplore à ce jour le manque en Afrique d'un cadre juridique adéquat, le problème du patrimoine spatial,

l'acidification de l'océan, l'élévation du niveau de la mer, la surexploitation des ressources halieutiques, le réchauffement de la mer. Il a lieu aujourd'hui de réfléchir également aux questions relatives entre autres aux conséquences de l'érosion côtière, à la problématique des frontières maritimes, les moyens financiers pour faire face aux menaces des mers et des océans sur les hommes. Le Togo en partenariat avec l'Union africaine organise en novembre prochain le sommet sur la sécurité maritime.

UN CHANGE FAVORABLE GÉNÈRE, POUR ECOBANK, UNE RENTABILITÉ FINANCIÈRE PLUS IMPORTANTE EN FCFA

Un change plus favorable avec le dollar américain a généré une rentabilité financière plus importante pour les investissements effectués sur les titres Ecobank Transnational Incorporated et libellés en FCFA, a-t-on constaté à la lecture croisée des résultats du groupe bancaire panafricain publiés sur la BRVM et sur le Nigérian Stock Exchange. Pour les investisseurs du Nigéria, le résultat net par action rapportera 1,8 naira, ce qui représente une hausse de 39% comparé aux gains de la même période en 2014. Pour les investisseurs de la BRVM, le même indicateur a été de 5,43 FCFA par actions, en hausse de 41%. Dans l'ensemble, cependant, le groupe a réalisé une performance positive en dollars. Quelques aspects particuliers cependant, le revenu net des intérêts de 560 millions \$ s'est situé au-dessus des revenus des activités non purement bancaires qui ont même reculé de 4% à 512,6 millions \$. Le groupe étant présent dans près de 35 pays

avec des devises différentes, il n'est pas exclu que la pression de change que subit les monnaies africaines soit à l'origine de cette contre-performance. Indiqués en nairas les revenus autres que les intérêts affichent une progression de 16%. Pris en FCFA le résultat est plus désagréé et fait ressortir une progression de 19% des frais et commissions divers (-3,8% en dollars US), une hausse 20% des revenus du trading (-2% en dollars US) et enfin un recul de 15% du revenu des autres activités (-31% en dollars US). Sur les deux marchés financiers le titre Ecobank est salué par les investisseurs. Sa valeur affiche désormais une plus-value potentielle de 10% depuis le premier janvier 2015. Sur le Nigerian Stock Exchange, le titre Ecobank est aussi sur une progression globale de 26%. Mais sur les dix derniers jours, sa valeur affiche une baisse conséquente. Vendredi 31 juillet, elle était en recul de 2% en mi-journée des activités boursières.

LA BANQUE MONDIALE A INJECTÉ PLUS DE 175 MILLIARDS DE FCFA AU TOGO EN 5 ANS

■ « Le Togo est le 3^e pays le plus réformateur au monde en 2015 »

Joseph GADAH

Les cinq dernières années auront été très bénéfiques pour le Togo, quant à sa coopération avec la Banque Mondiale (BM). Celle-ci s'est attachée à aider le Togo à lutter contre la pauvreté et consolider la relance économique.

En juillet 2015, le portefeuille d'investissements de la Banque Mondiale au Togo s'élève à plus de 350 millions de dollars US soit plus de 175 milliards de FCFA avec une tendance haussière depuis 2010. En ce qui concerne les engagements, ces derniers sont passés d'environ 100 millions de dollars US à 450 millions vers la fin de 2013, soit quatre fois et demie plus qu'en 2010.

La Banque Mondiale a eu à intervenir dans 15 grands projets sociaux en concordance avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) dont le renforcement de la relance économique et la promotion du développement durable, l'amélioration de la

gouvernance économique et le renforcement de la capacité de l'Etat, et la lutte contre la pauvreté et la prise en charge des besoins sociaux urgents.

Un engagement prometteur dans les secteurs de l'éducation et de la Santé

Les cinq dernières années de la BM au Togo ont été marquées, dans le secteur de l'éducation par le Projet Education et Renforcement (PERI), qui d'un coût total de 45 millions de dollars a été réalisé de 2010 à 2014 ; le financement d'éducation primaire à hauteur de 27,8 millions de dollars en 2014 et celui, dans le cadre du Projet Régional des Centres d'Excellence en Afrique, de l'enseignement supérieur à hauteur de 8 millions de dollars. Ces apports financiers ont permis au Togo de faire des réalisations concrètes dans ce secteur dans le but d'améliorer et de promouvoir l'accès et la rétention ; la qualité des enseignements ; le renforcement institutionnel et l'excellence. La BM est intervenu, de façon indirecte dans le secteur de la santé, dans le cadre de l'initiative IHP+ (Partenariat mondial dans le secteur de la

Santé), notamment à travers le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme. Est en plein développement un nouveau projet d'un montant de 14 millions de dollars, soit plus de 7 milliards de francs CFA. Cette initiative vise à améliorer les services de santé maternelle et infantile et de nutrition.

Développement communautaire et Agriculture

Le Projet de développement communautaire (PDC) ayant abouti entre autres à l'implantation des cantines scolaires, et le PDC plus, qui donné naissance à un programme de transferts monétaires au profit des enfants souffrants de malnutrition, ont permis aux populations d'avoir un meilleur accès aux infrastructures sociocommunautaires et socio-économiques de base. Occupant plus de 75% de la population active, le secteur agricole, a bénéficié, grâce à la BM, d'un financement cumulé de 49 millions de dollars soit 24 milliards et demie de francs CFA en vue d'un soutien pour la mise en œuvre du PNIASA



Hervé ASSAH, Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo (en fin de mission)

(Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire). Cet appui contribue au renforcement des capacités productives dans les filières stratégiques, au renforcement des capacités institutionnelles et la promotion des technologies agricoles.

l'employabilité des jeunes diplômés sans emploi. A travers sa filiale IFC (Société Financière Internationale), de nombreux projets ont été réalisés dans notre pays grâce aux investissements dans nombreuses firmes notamment Ecobank, la cimenterie de Tabligbo, la clinique Biassa, etc.

Au niveau du secteur financier, l'intervention de la BM, chiffrée à 12 millions de dollars, a permis de restructurer le secteur bancaire et de renforcer celui de la microfinance.

Avec toutes ces performances, « Le Togo est le 3^e pays le plus réformateur au monde en 2015 en témoigne d'énorme progrès des grandes politiques de réformes économiques réalisées avec la bonne volonté des plus hautes autorités du pays au premier rang desquels le président de la république », a déclaré le Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo Hervé Assah en fin de mission au Togo après 5 années passées. « Avec la dynamique ainsi déclenchée, nous sommes confiants que ces efforts vont se poursuivre pour faciliter davantage le développement du secteur privé, véritable moteur de la croissance. Je me réjouis des actions que nous avons pu entreprendre au Togo. Le climat des affaires s'améliore, plus le Togo verra venir des projets transformationnels. Nous en sommes sûrs ! », a laissé entendre Hervé Assah avec optimisme.

REDYNAMISATION DES ACTIVITÉS DE LA FINANCE INCLUSIVE AU TOGO

La DPFI (Direction de la Promotion de la Finance inclusive) du ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a organisé, sous la tutelle dudit ministère et de celle du ministère de l'économie, des finances et de la planification du développement, une rencontre d'échanges le 30 juillet 2015, à Lomé, sur le processus MAP « Making Access to financial services Possible ». En vue de relever le défi d'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF), qui est l'une des activités principales et fondamentales de la DPFI (Direction de la Promotion de la Finance Inclusive), le gouvernement togolais en collaboration avec le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies UNCDF), a choisi d'utiliser la méthode MAP pour conduire ledit processus.

Ce système se veut être une approche holistique de l'inclusion financière pour une résilience économique locale. Il s'agit d'un cadre qui vise à soutenir l'expansion de l'accès aux services financiers pour les



La ministre Victoire Dogbe (milieu) a pris part à la rencontre

populations non desservies ou qui le sont partiellement ; et les aider à gérer leurs finances avec plus d'efficacité, augmenter leurs revenus et développer leur richesse au fur et à mesure en vue d'améliorer leur bien-être et impacter l'économie réelle.

Mme TOMEKAH-DOGBE, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, précise, « L'inclusion financière doit rester un vecteur d'amélioration du bien-être national. C'est à partir de 2014, avec l'appui du PNUD et UNCDF que le processus MAP est enclenché dans notre pays. C'est tout simplement pour

rendre à tous l'accès aux services financiers ».

MAP rentre dans le cadre du processus d'offre de services de micro financement aux populations pauvres et vulnérables ou exclus du système financier global qu'à engager le ministère du développement à la base, à partir de 2008 et qui est opté par le gouvernement pour la promotion de l'inclusion financière, notamment à travers le FNFI (Fonds National pour la Finance Inclusive). Ce fonds, après un an de a permis de toucher 500 000 togolais avec des produits spécifiques.

Environnement

La BM est en train d'aider le gouvernement togolais à étendre la gestion durable des terres dans les zones climatiquement vulnérables et à renforcer les capacités institutionnelles pour mieux gérer les risques d'inondation et de dégradation des terres par le système d'alerte précoce, etc

Les infrastructures

Les investissements de la BM dans le domaine des infrastructures s'élèvent à 119 millions de dollars et contribuent entre autres à l'amélioration de la mobilité urbaine, l'accroissement de l'accès à l'eau potable, l'amélioration de la fourniture des services d'électricité dans la ville de Lomé et sa périphérie ; l'amélioration et la modernisation des infrastructures routières.

Promotion des secteurs privés et financiers

La BM a élaboré avec le Togo, des réformes visant à améliorer ses indices. Elle a aidé le Togo à améliorer son climat des affaires, à faciliter la création de petites et moyennes entreprises, préparer la relance du dialogue public-privé ainsi que les échanges entre les différents représentants du secteur privé, et à améliorer

Invité du Journal / Culture : Evala 2015

DR PALAKINA AGODA, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE LA FOGGES : « NOUS AVONS EU À FAIRE FACE À 3000 BLESSÉS LÉGERS SUR LES TERRAINS DE LUTTE EVALA ÉDITION 2015 »

« Les années se suivent mais ne se ressemblent pas », l'édition 2015 des luttes traditionnelles Evala en pays Kabyè ont pris fin le samedi 25 Juillet dernier avec la présence effective du Chef de l'Etat. Place au bilan au niveau des lutteurs qui se sont blessés lors des empoignades. Comme les années précédentes, la fondation Gnassingbé Eyadema pour l'Education et la Santé (FOGEES) qui s'est assignée pour mission des consultations médicales, suivies de prise en charge médico-chirurgicale de proximité gratuite, s'est montrée encore une fois professionnelle sur les terrains de lutte dans divers cantons. Dr PALAKINA AGODA, Directeur exécutif de la FOGGES, parle de quelques innovations qui ont permis d'avoir moins de cas grave cette année. Il nous dresse à cet effet, le bilan de la 1ère phase des activités menées par sa fondation tout au long des luttes Evala.

Eco-Dev : Quel premier bilan pouvez-vous faire à la fin des luttes Evala édition 2015 ?

Dr. Agoda : L'édition 2015 se termine avec la mission de prise en charge chirurgicale gratuite aux bénéficiaires des éventuels lutteurs blessés. Nous avons eu à faire face à 3000 blessés légers sur les terrains de lutte et qui ont pu être traités sur place par les points focaux « FOGGES » qui étaient installés sur chacun des terrains de lutte depuis la périphérie jusqu'au niveau central. En dehors de ces 3000 blessés légers on a eu à faire face aux cas plus graves. Il y a eu une cinquantaine de traumatismes graves représentés notamment par les fractures qu'elles soient ouvertes ou fermées, les entorses, les luxations, les déboitements, les ouvertures à grandes plaies mais aussi nous avons eu à faire face à un cas

de morsure de chien que nous sommes entrainés de gérer. Comparativement à l'année précédente en terme de bilan, avions nous enregistré moins de cas graves au niveau des traumatismes légers ; le chiffre est resté constant en 2014 on a eu 3023 blessés. A la fin de cette mission nous avons été satisfaits des conditions dans lesquelles les choses se sont déroulées et voudrions nous profiter de l'occasion pour remercier tous les partenaires et tous ceux qui ont contribué pour que cette couverture gratuite à l'endroit des lutteurs blessés soit une réussite totale.

Eco-dev : Quels suivis faites-vous des cas graves enregistrés ?

Actuellement nous pouvons dire que la mission est terminée dans sa première phase puisqu'elle a deux phases importantes : La prise en charge

durant les évala et le suivi. Pour ce qui concerne les cas graves, ils sont une cinquantaine et actuellement il y a une bonne vingtaine qui a pu regagner la maison étant déjà opérée et traitée, ils vivent leur moment de suivi. Le reste sera donc traité par des interventions chirurgicales et chirurgico-orthoptiques; c'est dire que la seconde phase de la mission continue notamment pour ce qui concerne le personnel technique et donc les spécialistes qui sont chargés de procéder à ces interventions et qui sont à pieds d'œuvre. A observer tous ces cas qui sont en intervention on peut affirmer qu'il n'y a pas pour un seul cas donné un problème de pronostic vital qui soit un problème alarmant. C'est des cas qui ont eu traditionnellement lieu et que nous avons pris en charge. Ce suivi va durer 03 mois et selon la gravité des cas cela peut aller jusqu'à 06 mois ou encore 01 an puisque la mission



Dr PALAKINA AGODA, Directeur exécutif de la FOGGES

ne sera terminée effectivement que le jour où on aura remis en fonction en philologie, le dernier blessé grave, le jour où le blessé sera enfin prêt à aborder l'édition 2016.

Eco-dev : Comment expliquez-vous la baisse des cas graves sur le terrain cette année ?

Pour ce qui concerne cette année nous avons mené une sensibilisation discrète. Les environs 3000 blessés dont nous avons parlé qui concernent les traumatismes légers, à chaque

fois qu'ils avaient fini de prendre nos soins devaient faire attention à un message de sensibilisation pour l'introduction du fair-play. Nous avons associé une douce campagne de sensibilisation pour le fair-play et c'est l'une des innovations cette année sur le plan moral mais sur le plan technique et matériel nous avons renforcé nos capacités. Certaines interventions ont eu lieu sur le terrain, d'autres blessés légers en véhicule chirurgical dont nous nous sommes dotés depuis quelques années.

VOGAN ACCUEILLERA DU 21 AU 30 AOÛT 2015 LA FOIRE « ADZINUKU »

Vogan (45 km de la capitale) accueillera du 21 au 30 août 2015 la première édition de la Foire « Adzinuku » dans le cadre de la célébration d'« Adzinukuzan », la fête traditionnelle des Vo, qui met en valeur les produits agricoles. Selon le président du comité d'organisation, M. Espoir Koudjodji, cette foire a pour objectifs entre autres de rapprocher les sociétés de services aux populations à travers leur présence à la foire, faire la promotion des établissements hôteliers et de loisirs installés dans la préfecture, rendre plus solidaire les liens de fraternité entre les natifs de Vo et rehausser l'image de la préfecture à travers la culture. Le préfet de Vo, LEGUEDE Kokou parrain de l'événement quant à lui, a souligné qu'il faut la création d'un cadre pouvant permettre à la population de Vo, de se mesurer, se découvrir et de tricher l'autre. « Voilà ce cadre important qu'est la foire « Adzinuku » dont cette grande population et sa jeunesse talentueuse assoiffée de progrès



Espoir Koudjodji, président du comité d'organisation

et d'innovation ont tant besoin ».

Tous les cadres et ressortissants du milieu, des opérateurs économiques et toute bonne volonté sont invités à se mobiliser pour la réussite de ce projet communautaire aussi ambitieux destiné à faire découvrir les potentialités et savoirs faire économiques du milieu. Outre les expositions, la foire « Adzinuku », c'est aussi un programme riche et

varié notamment une course populaire contre les Ist-Vih, une formation des agriculteurs, une formation des jeunes sur l'entrepreneuriat, une formation des éleveurs, une journée de l'environnement, un défilé de mode, des prestations d'artistes et des cultes à l'église catholique de Vogan et d'Amégran suivis de caravane.

LE PAPE FRANÇOIS ATTENDU EN AFRIQUE DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2015

Le Pape François effectuera sa première visite en Afrique du 27 au 29 novembre 2015. Il se rendra en Ouganda et en République centrafricaine. C'est ce que d'ailleurs a rapporté le site Internet de la Préfecture de la Maison pontificale. Selon I.MEDIA, relayé par oficom, le pontife argentin avait déjà évoqué plusieurs fois ces derniers mois un projet de voyage en Afrique au mois de novembre. Il avait cité l'Ouganda et la Centrafrique et avait même ajouté la semaine dernière son souhait de faire étape au Kenya. « Si Dieu le veut, je serai en Afrique en novembre, en République Centrafricaine, puis en Ouganda », a-t-il dit le 12 juin devant des milliers de prêtres du monde entier réunis dans la basilique Saint-Jean du Latran. En Centrafrique, le voyage aura lieu « avant le changement de président et en Ouganda à l'occasion du 50e anniversaire de la canonisation » de 22 jeunes martyrs par Paul VI en 1984, dans le premier déplacement d'un pontife en Afrique, avait-il précisé. Jorge Mario Bergoglio, né le 17 décembre 1936 à Buenos Aires en Argentine, est un homme d'église, et selon la tradition catholique le 266^e évêque de Rome et pape de l'Eglise catholique sous le nom de François depuis son élection le 13 mars 2013.

LA BOAD ENVISAGE DE LEVER 500 MILLIONS DE DOLLARS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE 2015

M. Christian ADOVELANDE, Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), a donné une conférence de presse au siège de l'institution le 23 juillet dernier à Lomé. Cette conférence de presse a réuni une trentaine de journalistes représentant des médias publics et privés des Etats de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ainsi que des médias internationaux. Les échanges ont porté sur les ambitions de la BOAD pour les prochaines années, telles qu'elles sont exprimées dans son Plan stratégique 2015-2019. Ces ambitions ont été abordées en rapport avec deux événements récents : l'obtention d'une notation internationale de qualité, et l'accréditation de la BOAD comme entité régionale d'implémentation du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM). En ce qui concerne la notation, les agences internationales Moody's et Fitch ont chacune classé la BOAD respectivement le 15 mai et le 11 juin dans la catégorie des notes dites d'« investissement ». Les deux agences fondent leur appréciation positive, notamment sur les performances financières de la BOAD, le soutien dont l'institution bénéficie de la part de

l'ensemble de ses actionnaires, ainsi que sur la qualité et la stabilité de la gouvernance de l'institution. Quant à l'accréditation au FEM, elle est intervenue lors de la 48ème session du Conseil d'administration du Fonds, tenue du 2 au 4 juin 2015 à Washington. Elle renforce la BOAD dans sa volonté d'assister ses Etats membres dans leurs efforts de promotion de projets et programmes environnementaux. Le FEM accorde des aides financières aux pays en développement ou en transition pour réaliser des projets dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants.

Changement d'échelle

« Avec une crédibilité internationale renforcée, c'est la possibilité d'un changement d'échelle qui se présente aujourd'hui à la BOAD », a déclaré le Président Christian ADOVELANDE, avant de préciser que « la notation internationale et l'accréditation au FEM sont à placer dans le contexte de la mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2019 de la BOAD ». S'appuyant largement sur la volonté d'émergence économique des

Etats membres, ce Plan définit 4 axes principaux : Accélération de l'intégration régionale par un financement soutenu des infrastructures, notamment par l'allocation de 50% des financements de la BOAD à des projets régionaux ; Soutien à la croissance inclusive, à la sécurité alimentaire et au développement durable ; Accompagnement des entreprises et des Etats, développement de l'ingénierie du financement et des services, avec un accent particulier sur la promotion des projets en partenariat public-privé ; Approfondissement du processus de mobilisation de ressources.

Priorité à la mobilisation des ressources

Sur ce dernier point, le Marché financier régional demeurera une base de refinancement pour la BOAD. L'institution a joué un rôle précurseur en lançant en 1993 la première émission d'emprunts obligataires sur ce marché. Avec 913 milliards CFA de fonds levés à ce jour, la BOAD se positionne comme le premier émetteur non souverain de la zone UEMOA. Mais les marchés financiers internationaux deviendront en volume la principale source d'emprunt de la BOAD. Le Président Christian ADOVELANDE



Christian ADOVELANDE, Président de la BOAD

a ainsi annoncé que la BOAD envisage de lever 500 millions de dollars sur ces marchés, au cours du dernier trimestre de 2015. En outre, la BOAD a entamé des démarches auprès des autorités de l'UEMOA pour la mise en place de mécanismes innovants pouvant permettre la levée de ressources concessionnelles internes. Celles-ci lui permettraient de mieux soutenir les projets de développement de ses Etats membres, notamment dans les secteurs des infrastructures et de la sécurité alimentaire. En somme, la

mobilisation de ressources, en qualité et quantité suffisantes sera pour la BOAD une priorité absolue, si elle veut traduire dans les faits la vision qui sous-tend son Plan stratégique 2015-2019, à savoir, devenir à terme, « une banque de développement forte, pour l'intégration et la transformation économiques en Afrique de l'Ouest ». L'accès à une notation internationale de qualité et l'accréditation comme entité régionale d'implémentation du FEM y contribueront grandement.

L'EQUITY CROWDFUNDING, UN ARSENAL POUR L'ACCROISSEMENT ÉNERGÉTIQUES DE L'AFRIQUE

La Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER) et la société française FINANCE UTILE ont lancé à Lomé leur projet commun, « l'equity crowdfunding, l'Afrique finance l'Afrique ». Il s'agit d'un mécanisme qui se veut s'adapter aux besoins énergétiques de l'Afrique. C'est un constat général. Malgré les importantes ressources énergétiques dont dispose l'Afrique, les problèmes d'accès à l'électricité touchent directement entre 580 et 650 millions de personnes, soit environ 70% de la population du continent. Cependant, pour atteindre les objectifs de l'initiative des Nations Unies qui est l'accès à l'énergie pour tous d'ici 2030, il suffirait à l'Afrique d'exploiter le potentiel déjà disponible dans le secteur des énergies renouvelables. Il faudrait dans ce cadre créer des mécanismes de financement dédiés au développement des infrastructures dans le secteur de ces énergies pour une croissance économique durable de l'Afrique. Parlant de mécanisme, l'equity crowdfunding, l'Afrique finance l'Afrique, en est un. Conçue par SABER et développée avec son partenaire Finance Utile, cette plateforme est une nouvelle classe d'actifs élaborée avec les standards internationaux qui régissent les marchés financiers. Elle finance, soutient et suit des projets en relation avec les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne. Y est aussi



Thierno Bocar Tall, Président du comité exécutif et PDG de SABER

possible d'investir dans ces projets. Ce mécanisme est censé permettre à l'Afrique de financer elle-même son propre modèle de développement économique adapté à ses réalités et permettre davantage à l'Afrique subsaharienne de mettre en place des actions concrètes visant à faciliter le respect des différents engagements internationaux en termes de climat et de développement durable. Pour M. Thierno Bocar Tall, Président du comité exécutif et PDG de SABER, « L'equity crowdfunding, l'Afrique finance l'Afrique, est un financement participatif destiné à l'ensemble des personnes qui désirent investir dans un projet donné. Il rassemble toute une série d'instruments financiers qui permet à chacun de se retrouver

dans le financement du développement en Afrique. L'intérêt est double : participer au développement de nos pays et gagner de l'argent ». Et Mme Anne SAINT LEGER, directrice de financement de la plateforme, renchérit, « Nous nous appuyons sur des expertises aussi bien généralistes dans les énergies renouvelables mais aussi sur les spécificités africaines pour la sélection des projets. En terme de crowdfunding, la législation française sera appliquée, mais les projets seront africains avec une bonne adéquation des valeurs mobilières qui seront proposées ». Notons que les processus de port de projets et de financement se feront en ligne, directement sur le site www.abrec.financeutile.com.

LE TOGO ENVISAGE RAMENER À 30% LA COUVERTURE FORESTIÈRE À L'HORIZON 2050

Les actions de reboisement lancées au Togo depuis la période coloniale se révèlent insuffisantes pour agrandir la couverture forestière, car disparate. Le projet TCP/TOG/3502, vient fédérer ces actions afin de rendre meilleur le rendement. L'Organisation des Nations Unies intervenant pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) en collaboration avec le ministère de l'environnement et des ressources forestières a lancé le projet TCP/TOG/3502 intitulé « Appui à la formulation et à la mise en œuvre du Programme nationale de Reboisement au Togo (PNR) ». Il s'agit pour les acteurs de la filière forestière de se pencher sur le projet de travail dudit projet afin de voir si leurs préoccupations ont été prises en compte. Financé à hauteur de 316.000 dollars américain soit environ 142.200.000 FCFA par la FAO qui en assure l'appui technique, « ce projet vise à conduire des études approfondies sur les contraintes et opportunités liées au développement du reboisement afin de permettre au pays de disposer d'un Programme National de Reboisement (PNR) élaboré

avec une large participation de tous les acteurs concernés par cette thématique », souligne M. Antonio Isaac Monteiro, représentant de la FAO au Togo. Notre pays, rappelons-le ambitionne de booster sa couverture forestière, actuellement à moins de 7%, à 20% en 2020 et à 30% à l'horizon 2050. Pour M. Afelu Barema, commandant des eaux et forêts et coordonnateur national du PNR, « Les forêts publiques au Togo représentent à peine 20% tandis que les forêts privées constituent plus de 70% de la couverture. Il faut mettre ensemble les initiatives communautaires pour faire avancer le secteur. La grande particularité est de voir germer pour la première fois, une idée claire de l'apport du secteur forestier à l'économie nationale, de mobiliser les acteurs et conduire les actions pour atteindre les objectifs ». Le projet prévoit un manuel de procédure de création, d'attribution et des normes de gestion des forêts communautaires au Togo (TCP/TOG/3403).

LE MINISTRE DE LA SANTÉ, PROF. MOUSTAFA MIJIYAWA PREND LE POULS DES RÉALITÉS DES STRUCTURES DU CHU SYLVANUS OLYMPIO

En 2014 selon les enquêtes de l'Institut de Sondage Afrobaromètre, la première préoccupation des togolais se résume à la santé. Mais faut-il le reconnaître que le secteur de la santé au Togo a perdu toutes ses références depuis quelques années et confronté aux grèves répétitives du personnel sanitaire, pléthore du personnel administratif et hospitalier d'appui du budget autonome, insuffisance du personnel infirmier et sage-femme, la persistance des pratiques parallèles, la vétusté des infrastructures (blocs opératoires, salles de soins, laboratoires, bâtiments), le manque des médicaments d'urgences, des lits casés non remplacés, le problème accru de délestage, manque de groupe électrogène, des bureaux inexistantes, bref un accueil pas digne de professionnalisme, les pannes régulières et absence des pièces de rechanges des appareils etc. Nouvellement élu, le ministre de la santé et de la protection sociale, Prof. Moustafa MIJIYAWA a fait sa première sortie officielle le lundi 03 août dans le but de s'enquérir des réalités qui caractérisent la vie au quotidien dans les formations sanitaires et autres structures de santé du Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio. A bâton rompu, le nouveau sociétaire de la santé a écouté et



Passage du ministre dans un bloc

échangé avec les premiers responsables desdites structures ainsi qu'avec les chefs de service afin que soient menées des réflexions et des propositions profondes allant à l'amélioration des conditions de travail et de vie dans le secteur de la santé au Togo.

Dans les propos du Prof. Moustafa MIJIYAWA, il en découle que les maux dont souffre le secteur de la santé en général trouvent leur origine dans le système de gestion en vigueur et dont les limites sont atteintes ; « Il faut reconnaître que le système de gestion des hommes, des matériels et des finances n'est plus adapté aux contextes actuels. Il urge de réfléchir sur un mécanisme innovant de gestion des structures de santé pour faire avancer les performances, et combler l'attente des populations en matière de prestation sanitaires ». Les premiers animateurs du CHU

Sylvanus Olympio se sont mis en un commun accord avec le ministre pour faire le remue-ménage si la volonté politique se dévoile au sommet de l'Etat.

Connaître le Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio

Créé en 1954, et devenu depuis le 26 avril 2012 par décret présidentiel N°2012-020/PR, le Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio, est un établissement public de santé à caractère social, référence nationale dans le système de santé. Il comporte plus de 50 services organisés en 7 pôles techniques et 2 administratifs avec une autonomie de gestion et une capacité théorique de 1264 lits dont 846 en service. Il a un effectif environ 737 agents dont 30 médecins. La régression d'année en année de la plupart des activités au CHUSO liée à



Rencontre avec le personnel de santé



Le ministre visitant un laboratoire

la diminution de la fréquentation, la suspension temporaire de certains cas et la charge du personnel de plus en plus élevée ont entraîné en 2013, une dette de 4,6 milliards de FCFA.

En 2014, elle s'élève à 4,4 milliards de FCFA. Pour ce premier semestre 2015, les recettes s'élèvent de 70 à 80 millions FCFA.

LES PATRONS DE PRESSE À L'ÉCOLE DES ENJEUX DU TRANSPORT MARITIME

« La place du transport maritime dans les échanges internationaux : Enjeux pour le Togo », le sujet a fait l'objet des échanges et renforcement des capacités des Patrons de Presse du Togo à Kpalimé (120km de Lomé) les 16 et 17 juillet derniers. Le Conseil des Patrons de Presse (CONAPP) avec le soutien de Togo Terminal/Blue Line filière du Groupe Bolloré en organisant ce séminaire nourrit le vif souhait de former les responsables des médias sur l'importance du commerce maritime, exposer l'enjeu économique et de développement de l'espace maritime, expliquer la problématique de la sécurité maritime. « Le port autonome de Lomé constitue le poumon économique du Togo, outre cette réalité, c'est aussi un sujet d'actualité avec l'organisation en novembre prochain de la conférence internationale sur la sécurité maritime, il est important que les premiers responsables des médias s'imprègnent



Table d'honneur à l'ouverture des travaux

mieux des réalités et des nouveaux concepts. En perspective que des journalistes se spécialisent par le sujet », a expliqué Jean Paul AGBOH, Président du CONAPP. Le commerce maritime dans les échanges internationaux et les enjeux pour le Togo, la question de la sécurité maritime feront l'objet des débats. Il faut rappeler que 90% des échanges commerciaux (import-export) en Afrique

sont effectués par la mer et que le continent compte 90 ports principaux pour 30725 Km de côtes avec 38 pays côtiers. Plus de 2500 milliards de dollars par an dans le monde proviennent des océans (Pêche, recherche sous-marine, tourisme, transport maritime). 50% de la population vit dans les zones côtières et les projections prévoient 75% en 2033.

270 MILLIARDS DE DOLLARS ONT ÉTÉ INVESTIS DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2014

Selon l'édition 2015 du rapport global sur l'état des énergies renouvelables, l'année dernière aura vu un investissement de 270 milliards de dollars dans le secteur, soit 38 milliards de plus qu'en 2013. D'après le Renewable Energy Policy Network for the 21st Century (REN21) qui publie ce document depuis 2004, les investissements enregistrés par le secteur sur la dernière décennie ont été multipliés par six, tandis que la quantité d'énergies renouvelables produite sur la planète a été, elle, multipliée par sept. L'organisation souligne l'importance de la contribution des pays en voie de développement à cette dynamique puisqu'ils ont accueilli quelques 131,3 milliards de dollars d'investissements, ce qui représente une hausse de 36% contre seulement 3% pour les pays

développés qui ont connu une injection de 138,9 milliards. Si la Chine et les USA demeurent les principaux acteurs des énergies renouvelables, il faut noter aussi la présence de pays africains qui se classent en tête de certains des cinq indicateurs établis par le REN 21 pour mieux souligner les différentes dynamiques que connaît le secteur. Ainsi le Kenya est le leader mondial de l'énergie géothermique tandis que le Burundi est le pays qui a le plus investi dans les énergies propres par rapport à son PIB. Le REN 21 indique également que le renouvelable a permis la création de 7,7 millions d'emplois en 2014.

Quartier Cebevito

Maison sur un lot (titre foncier)

Quartier Tokoin protestant

Maison à 50m de la station Shell (1lot ½)

Quartier Agbalepedogan

Une école sur 03 lots

Contact : +228 : 92 88 33 84/ 99 58 75 75/



SIALO
19-23 Août 2015

SPECIAL CASHEW DAY



Ministère de l'Agriculture,
de l'élevage et de la pêche

Cette année, à l'occasion de la 4^{ème} Edition du Salon International de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Lomé (SIALO) qui est une opportunité de promotion et d'échange entre les acteurs et les professionnels de l'agribusiness du Togo, d'Afrique et d'ailleurs, CENTAURE COMMUNICATION et la GIZ TOGO organisent une journée dédiée à la filière anacarde dénommée « CAJOU-ISSONS A LA TOGOLAISE ».



Ne pas jeter sur la voie publique



UNE OCCASION UNIQUE POUR :

- Découvrir l'Analyse de la Filière Anacarde au Togo avec les données du premier recensement national des producteurs (MAEP/GIZ) et les premières données statistiques de la filière.
- Suivre la présentation par un expert international de l'évolution du marché de cajou : Quels sont les défis du marché de l'anacarde ?

UNE OPPORTUNITÉ POUR DES DÉMONSTRATIONS PRATIQUES :

- Comment connaître la qualité de ses noix de cajou (Kernel Out Turn Ratio)?
- Comment améliorer son matériel végétal anacardier à travers le greffage?

SPECIAL CASHEW DAY, c'est aussi la dégustation de différentes recettes culinaires à base de la noix de cajou.

Date: 21 Août 2015

**Lieu : Salle de Conférence du Centre Togolais des Expositions
et Foires de Lomé « Togo 2000 ».**

**NB : Entrée uniquement sur présentation d'invitation, les badges exposants ne sont pas autorisés.
Information au 22 30 27 27 ou www.sialo.org**



Economie & Développement

Récépissé N°0494/ 08 /04/ 14 /HAAC

Siège social : Bretelle Klikamé

14 BP : 82 Lomé-Togo

TEL : (228) 22 25 65 65

E-mail : kompas2001@yahoo.fr

Directeur de la Publication

Joseph GADAH

(90 30 85 10/ 98 99 15 17)

Secrétaire de rédaction

Franck Nonnkpo (90 71 12 78)

Rédaction

Jérémie GADAH

Irène A. LAWOE

Achille Daté KPOMASSI

Mathias TOUGLO

Infographie

Y. GALLEY

99 66 94 91

Imprimerie

La colombe

Tirage

2000 exemplaires

Zoom sur
le Togo
Emergent